

Guerre en Ukraine : A qui profite la destruction du barrage de Kakhovka ?

**Le 6 juin 2023, le barrage de la centrale hydroélectrique de Kachowka en Ukraine a été détruit. Bien qu'il n'y ait ni indices clairs ni enquête, la Russie semble clairement être le coupable pour les médias et les politiques occidentaux. Mais l'affaire est-elle si simple ? L'émission suivante se penche sur cette question et propose une confrontation éclairante des motivations.**

Guerre en Ukraine : A qui profite la destruction du barrage de Kakhovka ?
A qui profite la destruction du barrage de Kakhovka ?

Aux premières heures du 6 juin 2023, le barrage de la centrale hydroélectrique de Kakhovka en Ukraine a été détruit. Le lac de retenue a une superficie de 2 155 km², soit presque la superficie du Luxembourg.

La rupture du barrage a entraîné des inondations à grande échelle en aval. Le coordinateur d'urgence de l'ONU parle de conséquences potentiellement graves et étendues pour les habitants de la région.
Le barrage était sous contrôle russe. Kiev et Moscou s'accusent mutuellement de terrorisme écologique. Selon le président ukrainien Zelenski, les troupes russes auraient fait exploser le barrage de l'intérieur. Il a comparé ce prétendu dynamitage à l'utilisation d'une « arme de destruction massive écologique ».

Bien qu'il n'y ait pas d'indices clairs ni d'enquête, l'affaire semble entendue pour les médias et les politiques occidentaux :

- La Radio Télévision Suisse SRF : Beaucoup d'éléments indiquent que la Russie est responsable de la rupture du barrage. C'est ce que pensent la plupart des observateurs...
- Le président du Conseil de l'UE Charles Michel : « ... Nous demanderons des comptes à la Russie et à ses représentants. »
- La ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock : « Il n'y a qu'un seul responsable de cette catastrophe écologique : La guerre d'agression criminelle de la Russie contre l'Ukraine. »
- Le chancelier allemand Scholz : l'objectif de la Russie était « d'arrêter l'offensive des forces armées ukrainiennes ».
- La première ministre estonienne Kaja Kallas : La Russie est un Etat terroriste qui utilise désormais l'eau comme arme.

C’était quelques exemples de la condamnation sans preuves du gouvernement russe. - Et ce, bien que l'on ne sache même pas comment le barrage a été détruit. Même la SRF écrit : « Il est actuellement impossible de dire si le barrage a été délibérément détruit à l'explosif ou s'il a tout simplement été mal entretenu sous l'occupation russe. » Ce qui n'est toutefois pas mentionné, c'est que le barrage aurait tout aussi bien pu être attaqué par les forces armées ukrainiennes. Un article du Washington Post de décembre 2022 confirme que les forces armées ukrainiennes ont déjà mené des attaques avec des missiles HIMARS contre le barrage. On sait également que dans des commentaires au Washington Post en décembre dernier un général ukrainien a admis planifier des attaques contre le barrage de Kakhovka.

Afin de pouvoir clarifier la question du coupable, il faut d'abord s'interroger sur le motif : Qui profite de la destruction du barrage de Kakhovka ?

La possibilité d'une destruction du barrage est connue depuis longtemps. Déjà le 30 novembre 2022, l'analyste militaire américain Michael Kofman déclarait : « La destruction du barrage signifierait que la Russie se couperait essentiellement le pied. La partie de la région de Kherson contrôlée par la Russie serait bien plus inondée que la partie occidentale, que les Ukrainiens vont probablement libérer. » Aujourd’hui, cette partie est déjà « libérée ».

A cela s'ajoutent les « effets secondaires » qui seraient graves pour la Russie, selon Kofman. Après un certain temps, le niveau du fleuve baisserait derrière le barrage. Cela menacerait l'approvisionnement en eau de la Crimée. En outre, l'accès à l'eau de refroidissement pour la centrale électrique de Zaporizhzhya pourrait être rendu plus difficile.

Voici ce que l'on peut déjà dire quelques heures après la rupture du barrage : Ce sont en premier lieu des positions russes qui ont été détruites par l'inondation. La rive gauche du Dniepr, contrôlée par la Russie, est plus basse que la rive contrôlée par l'Ukraine. La Russie a installé ses défenses le long du fleuve ; celles-ci deviendront inutiles après le dynamitage, car elles sont déjà jusqu’à cinq mètres sous l'eau.

Le fait que la destruction du barrage coïncide avec les informations sur le début de la contre-offensive ukrainienne plaide plutôt en faveur d'une action ukrainienne. La Russie doit déplacer ses troupes et évacuer les civils. Parce que le gigantesque lac du barrage se transforme désormais en « rivière », l'armée ukrainienne peut plus facilement passer de l'autre côté pour attaquer les troupes russes.

Le lac du barrage était important pour l'approvisionnement en eau des deux côtés. C'est surtout la Crimée, pauvre en eau, qui tirait son eau du barrage via un canal. Si Moscou avait utilisé la destruction du barrage comme « arme », ce serait également contre sa propre population, ce qui n'a guère de sens.

A cela s'ajoute l'effet de propagande. Kiev accuse la Russie d'avoir fait sauter le barrage, ce que la machine médiatique de l'Occident relaie sans vérification et comme un moulin à prières. La Russie est qualifiée d'« Etat terroriste » pour avoir fait sauter un barrage et mis en danger des civils.

Le célèbre présentateur de télévision américain Tucker Carlson résume la situation sur Twitter : « Faire sauter le barrage est peut-être mauvais pour l'Ukraine, mais cela nuit davantage à la Russie et c'est précisément pour cette raison que le gouvernement ukrainien a envisagé de détruire le barrage. »

On ne peut pas encore dire avec certitude comment et par qui la destruction du barrage a été causée. Ce qu'on peut dire en revanche, c'est qu'on ne peut faire confiance à aucun des deux belligérants : « La première chose qui meurt dans une guerre, c'est la vérité ! » Ce sont justement les médias et les politiciens occidentaux qui sont à leur tour démasqués comme bellicistes. Avec un journalisme approfondi et une comparaison des motivations, Kiev peut très bien être tenue pour responsable de la destruction du barrage.

**de dd.**

**Sources:**

Wikipedia : Destruction du barrage de Kakhovka
<https://de.wikipedia.org/wiki/Zerst%C3%B6rung_des_Kachowka-Staudamms>

SRF : Kiev et Moscou s'accusent mutuellement de terrorisme écologique
<https://www.srf.ch/news/international/krieg-in-der-ukraine-tag-1-nach-der-sintflut-ein-dammbruch-auf-allen-ebenen>

Article du Washington Post : Les forces armées ukrainiennes ont mené une « frappe test » sur le barrage
<https://tkp.at/2023/06/06/staudamm-in-der-ukraine-zerstoert/>

Tucker Carlson dans sa première émission Twitter sur les auteurs de l'explosion du barrage
<https://tkp.at/2023/06/07/tucker-carlson-in-erster-twitter-sendung-zu-urhebern-der-staudamm-sprengung/>

ANTI-SPIEGEL : À qui profite le dynamitage ?
<https://www.anti-spiegel.ru/2023/ukraine-sprengt-staudamm-von-kachowka/>

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

---

**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**

* ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
* peu entendu, du peuple pour le peuple...
* des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](https://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter:** [**www.kla.tv/abo-fr**](https://www.kla.tv/abo-fr)

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd’hui en réseau en dehors d’internet!
Cliquez ici:** [**www.kla.tv/vernetzung&lang=fr**](https://www.kla.tv/vernetzung%26lang%3Dfr)

*Licence:  Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d’utiliser notre matériel avec l’attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte.
Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n’est autorisé qu’avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.